

Réunion 4 mai 2024 – Contribution 1P6R

Légitimité

De quoi parle-t-on ?

De la légitimité du Pouvoir, ce qui signifie l'acceptation ou à défaut la tolérance par les gouvernés (dominés) de la gouvernance (domination).

Comment celle-ci s'est-elle établie au fil de l'histoire connue ?

Par le plus fort physico-socialement, tout d'abord. C'est-à-dire autour de celui (ou de ceux) apte à imposer sa volonté en réduisant à l'inefficacité ceux qui s'y opposerait, y compris par la violence. Cette forme de légitimité est en dernière analyse la forme prépondérante (cf. émission du CRC "Qu'est-ce que le Pouvoir ?" – <https://cerclerenouvellementconstitutionnel.org/?p=169>). Ce type de légitimité pourrait se résumer à la formule suivante : *Si vous n'êtes pas apte à assurer notre sécurité, alors vous n'êtes pas légitime à nous gouverner.*

Cette forme de légitimité ayant pour conséquence l'instabilité du pouvoir, elle s'est améliorée par une légitimation de même nature, mais plus sophistiquée, combinant *héritage familial* et *onction divine*. La plupart des systèmes aristocratiques (monarchiques) se légitiment ainsi.

L'émergence du capitalisme implique une remise en cause de cette forme de pouvoir et donc de sa légitimité. Elle repose sur un *Contrat Social* par lequel les membres du Peuple, les Citoyens, abandonnent leurs prérogatives de pouvoir pour la remettre à l'État ; en contrepartie de quoi, celui-ci est gouverné au nom de l'ensemble du Peuple par des représentants de celui-ci, selon un principe dit démocratique. La légitimation étant sacralisée par la promesse du respect du *Droit Naturel* des Citoyens en tant qu'Hommes (Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen).

On remarquera que ceci n'est qu'un habillage pour que la classe des plus fortunés puissent choisir ses représentants aux postes de pouvoir. La garantie de l'élection de ceux-ci étant assurée par la corruption (plus ou moins légale et sincère) des différents organes aptes à influencer les votants.

Outre cela, afin qu'un capitaliste ne puisse pas accaparer tous les pouvoirs au détriment des autres, des dispositions complémentaires sont prises par la distinction des pouvoirs exécutif, législatif et judiciaire.

Ce tableau dressé, quid de l'instauration d'un pouvoir véritablement citoyen et de sa légitimation ?

En deux mots, il faudrait à minima faire cesser l'attrape nigaud constitué par les institutions évoquées ci-dessus pour qu'elles soient en adéquation avec les principes affichés.

C'est-à-dire que :

- (1) En aucune circonstance, les *Droits Naturels* des Citoyens ne puissent être bafoués.
- (2) Le Pouvoir suprême revienne au Peuple nonobstant la prise en compte du (1).
- (3) Le Contrat Social soit clairement établi de manière à garantir le (1) et le (2).